

Certains s'étonnent du ralliement au macronisme d'une grande partie de la Droite municipale après l'échec des Républicains aux dernières élections européennes. Pourtant, rien de plus logique à tout cela, les Municipales approchant et les notables cherchant à sauver leurs sièges et, pour certains, les prébendes qui y sont attachés. Bien sûr, cela ne donne pas forcément une bonne image du monde politique mais cela ne changera pas fondamentalement les équilibres idéologiques, même si le « Parti de l'Ordre » prend désormais les couleurs du parti présidentiel au détriment des Républicains devenus au fil des décennies un simple appareil électoral sans consistance doctrinale. Les Républicains et le parti macroniste forment désormais une sorte de « bloc bourgeois » (au sens idéologique et pas seulement sociologique, les bourgeoisies n'étant d'ailleurs pas toutes ralliées au libéralisme européiste) qui devrait dominer le paysage politique durant toute la décennie à venir, conforté par l'échec (peut-être pas définitif) de la révolte des Gilets jaunes qui n'ont pas su éviter certains pièges tendus par ce que l'on pourrait nommer le « Système » et sur lequel il faudra revenir pour mieux le définir et le combattre. La révolte des ronds-points aura consolidé le Bloc bourgeois, par cette « réaction de la peur » qui est, qu'on le veuille ou non, l'un des éléments majeurs de l'histoire des hommes et, au regard de l'histoire de la France, de la République (face à la Vendée de 1793, aux ouvriers de 1848, à la Commune de 1871 ou aux manifestants du 6 février 1934, entre autres), et qui « légitime » cette forme de « dictature du Pays légal » qui utilise tous les moyens légaux et judiciaires, mais aussi médiatiques, pour contenir les contestations ou les revendications, qu'elles soient sociales ou politiques : le nombre de manifestations interdites en France cette dernière année (pour de bonnes ou de mauvaises raisons, la cause n'est pas forcément entendue selon les cas) devrait nous alerter sur cet état de fait de la dégradation des libertés publiques et, parfois, d'opinion, tout comme l'emploi d'une force souvent démesurée au regard des « risques » représentés par des manifestants qui étaient loin d'être radicalisés avant que d'être réprimés, en particulier lors des premières émotions populaires de l'automne dernier... Sans oublier les contraventions extravagantes mais éminemment dissuasives à l'égard des personnes participant à des occupations pacifiques et plutôt festive de ronds-points... Drôle d'ambiance !



C'est bien cette même République qui, dans quelques semaines, célébrera en grande pompe une émeute qui n'était pas de la faim et qui a livré au massacre et au dépeçage des hommes désarmés qui croyaient, en contemporains des Lumières, à la bonté humaine et à la parole donnée. Pierre Desproges ironisait sur ce 14 juillet 1789 qui avait livré le Pouvoir à des bourgeois qui ne l'avaient plus lâché depuis, n'hésitant pas à tirer sur un peuple qui, souvent, ne correspondait pas à ce qu'ils en attendaient en servilité et « servitude volontaire », la démocratie représentative étant censée assurer la tranquillité de ce système de domination économique-politique...

Alors, que peuvent dire, que peuvent faire les royalistes face à ce qui semble indestructible et irréversible, et que la mondialisation et sa métropolisation renforcent ou commandent ? Doivent-ils renoncer à toute espérance et se rallier, eux aussi, à ce vaste mouvement d'ensemble mondial qui monopolise les écrans et, souvent, les esprits ? Ce serait si facile, et si confortable... Mais si peu honorable ! En fait, de nouveaux fronts idéologiques s'affirment actuellement et les royalistes peuvent y trouver leur place ou, mieux encore, **inspirer les nouvelles chouanneries nécessaires**, que cela soit dans le domaine environnemental, social ou régional, et l'expérience vécue aux côtés des Gilets jaunes, voire en leur sein, peut aider à la mise en place et en pratique de nouvelles stratégies, et à « penser ce qui est et ce qui vient », non pour dissenter et clamer crânement que « notre force est d'avoir raison », mais pour le prouver et faire advenir ce qui doit être.



Quelques exemples des nouveaux chantiers idéologiques royalistes, qui seront développés cet été sur ce site : **l'écologie intégrale**, dont la définition par Jean-Charles Masson au début des années 1980, mérite d'être précisée et diffusée au-delà de l'Eglise catholique qui s'en fait aujourd'hui la porte-parole dans le prolongement de l'encyclique pontificale Laudato Si' ;

la dénonciation du « globalitarisme » contemporain

, libéral, individualiste et mondialiste ;

le redéploiement rural

, réponse française à la métropolisation du monde ;

l'économie d'entente et le corporatisme

nouveau

, dont il faudra sans doute ordonner les contours comme les réalisations avec un nouveau vocabulaire et des formes appropriées aux enjeux d'une société contemporaine « en désordre » ;

la post-démocratie

, dont la Monarchie royale peut être la meilleure incarnation pour réconcilier les « pays réels » (et les nouvelles agoras) avec l'Autorité politique « clé de voûte » de l'unité française et « trait d'union » entre les communautés de France ;

la Monarchie active

, pour des institutions qui permettent à la France « d'être au monde » et de « ne plus subir », et qui rendent à notre pays sa place, non de « puissance vaine », mais de «

puissance médiatrice

», ce qui est sa vocation profonde depuis les Capétiens...

« Il ne faut pas renoncer à l'avenir », pour poursuivre le chemin de l'histoire : quelles que soient les difficultés du moment et celles à venir, le rôle des royalistes, au-delà de la politique politicienne (mais sans forcément la méconnaître), est **d'inspirer des solutions et d'apporter des propositions à tous ceux qui n'ont pas renoncé à la liberté française et à sa prospérité**

.

